



30 janvier 2018

Dans un contexte de baisse de la confiance publique envers le gouvernement et l'inégalité croissante, le progrès en termes de transparence budgétaire s'est ralenti pour la première fois en dix ans

L'Enquête sur le budget ouvert 2017 montre que 89 sur 115 pays ne rendent pas suffisamment d'informations budgétaires disponibles au public. Selon l'International Budget Partnership, cet échec empêche les citoyens de demander des comptes à leur gouvernement en matière de gestion des finances publiques.

Washington, D.C. — Selon les résultats de l'Enquête sur le budget ouvert 2017 (EBO), réalisée par l'International Budget Partnership (IBP), de nombreux gouvernements à travers le monde rendent moins disponible les informations sur la manière dont les fonds publics sont collectés et dépensés.

Après 10 années de progrès constants, l'EBO 2017 a montré une légère baisse des scores moyens de transparence budgétaire globale, passant de 45 à 43, entre 2015 et 2017 pour les 102 pays ayant été interrogés au cours des deux cycles (le score maximum est de 100). Ceci représente un contraste flagrant avec l'augmentation moyenne de deux points observée entre chacun des cycles de l'EBO entre 2008 et 2015. Etant donné qu'environ trois quarts des pays évalués ne publient pas suffisamment d'informations budgétaires (soit un score de 61 ou plus), cette inversion des gains en termes de transparence est particulièrement décourageante.

Lancée en 2006, l'EBO est la seule évaluation indépendante comparative au monde mesurant les trois piliers de la redevabilité budgétaire publique : la transparence, le contrôle et la participation du public. La sixième édition de cette évaluation biannuelle, l'EBO 2017, couvre 115 pays des six continents. Depuis le dernier cycle de l'Enquête, 13 nouveaux pays y ont été inclus.

Warren Krafchik, directeur exécutif de l'IBP, a déclaré : « Les baisses en termes de transparence budgétaire sont inquiétantes dans un contexte mondial d'inégalité croissante, de restrictions imposées à la liberté des médias et à la liberté civique ainsi que dans un contexte de baisse de la confiance entre citoyens et leurs gouvernements. »

« Les citoyens de chaque pays devraient être en mesure de savoir comment leur gouvernement collecte et dépense les fonds publics », a déclaré Krafchik. « Les citoyens devraient également avoir la possibilité de participer à l'élaboration et au contrôle du budget, ce qui peut contribuer à des budgets plus équitables ainsi qu'à une plus grande efficacité des dépenses. Le fait que la plupart des gouvernements n'impliquent pas le public dans ses prises de décisions ou ne leur expliquent pas leurs stratégies et leurs budgets affaiblit la confiance et met en péril la démocratie. »



Les baisses les plus importantes en termes de transparence budgétaire ont été observées en Afrique subsaharienne, où les scores moyens ont baissé de 11 points entre 2015 et 2017. D'autres régions ont enregistré de légères fluctuations positives ou négatives, à l'exception de l'Asie, où le score moyen a considérablement augmenté. Depuis leur inclusion dans l'EBO, un certain nombre de pays tels que la Géorgie, la Jordanie, le Mexique et le Sénégal, ont enregistré des gains significatifs en termes de transparence.

L'EBO 2017 a également révélé que la majorité des gouvernements n'offrent pas au public l'opportunité de participer au processus budgétaire — afin d'influencer les décisions relatives à la collecte et l'allocation des fonds ainsi que pour tenir le gouvernement responsable vis-à-vis de la mise en œuvre des décisions. Aucun des 115 pays évalués ne donne des possibilités de participation considérées appropriées (à savoir, un score de 61 ou plus). Le score global est de seulement 12 sur 100, avec 111 pays qui ont obtenu des scores faibles (inférieurs à 41). Sans aucune possibilité de participation active des citoyens — en particulier les citoyens issus de groupes marginalisés ou vulnérables — les systèmes budgétaires ne peuvent servir que les intérêts des élites puissantes.

Outre l'évaluation de la transparence et de la participation publique, l'EBO a également évalué le rôle des institutions officielles de contrôle, telles que les institutions supérieures de contrôle (ISC) et les assemblées législatives. L'enquête a révélé qu'uniquement 32 pays (soit 28%) ont des législatures avec des pratiques de contrôle appropriées. Dans 47 pays (41%) les pratiques de contrôle sont limitées et faibles dans 36 pays (31%). A titre comparatif, l'EBO révèle que dans 75 pays sur 115 (65%) les conditions sont bonnes pour les ISC d'assurer un contrôle approprié. Des institutions de contrôle bien financées et indépendantes sont essentielles pour améliorer la planification et la mise en œuvre du budget.

Certains résultats sont toutefois plus encourageants. Plusieurs progrès ont été réalisés en terme de transparence budgétaire. Bien que le nombre de documents budgétaires disponibles au public ait diminué pendant cette édition de l'EBO comparé à l'EBO 2015, les documents publiés contiennent un peu plus d'informations que dans les années précédentes. Même si globalement la transparence a baissé depuis 2015, le niveau de la transparence en 2017 est supérieur au niveau de la transparence d'il y a dix ans.

« Les scores de la transparence budgétaire observés au cours de l'EBO 2017 montrent que tous les gouvernements, indépendamment de leur situation géographique ou de leur culture, peuvent devenir plus transparents », a déclaré Krafchik. La grande majorité des pays inclus dans l'Enquête pourraient rapidement améliorer la transparence en rendant publics les documents budgétaires qu'ils produisent déjà. La plupart des pays qui établissent déjà des documents budgétaires mais qui ne les publient pas tous en ligne pourraient facilement le faire.

Pour consulter l'intégralité du rapport, y compris les recommandations et d'autres ressources, telles que les résultats individuels des pays, rendez-vous à l'adresse www.openbudgetsurvey.org.



INTERNATIONAL BUDGET PARTNERSHIP
Open Budgets. Transform Lives.

Communiqué

L'[International Budget Partnership](#) collabore avec les organisations de la société civile dans le monde afin d'analyser, contrôler et influencer les processus budgétaires des gouvernements, les institutions et les résultats y afférant. L'IBP a pour objectif de rendre les systèmes budgétaires plus transparents et plus responsables face au public afin d'améliorer la gouvernance et de lutter contre la pauvreté. La Fondation Ford, l'Open Society Foundations, la Fondation Flora and William Hewlett, le ministère du Royaume-Uni pour le développement international (DfID), le ministère français des Affaires étrangères et du Développement international et l'UNICEF financent l'Initiative sur le Budget Ouvert de l'International Budget Partnership.